

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1218

[2003/200614]

**13 MARS 2003. — Décret modifiant le décret du 6 mai 1999
relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle en partie, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 1^{er} du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, les mots « sans préjudice des dispositions du chapitre IX » sont supprimés.

Art. 3. Il est inséré, dans le même décret, un article 1^{er}*bis* rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}*bis*. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1^o usager : toute personne physique ou morale qui bénéficie des services de l'Office;

2^o acteur : toute personne physique ou morale intervenant sur le marché régional du travail, située sur le territoire de la région de langue française;

3^o particulier : toute personne physique exerçant ou cherchant à exercer, en tant qu'usager, une activité professionnelle ou une activité qui procure un revenu et qui réside ou souhaite résider sur le territoire de la région de langue française;

4^o entreprise : toute personne physique ou morale, qui sollicite, exerce ou cherche à exercer, en tant qu'usager, une activité dans un but lucratif ou non, sur le territoire de la région de langue française;

5^o opérateur : tout prestataire de services en matière d'emploi, d'insertion et de formation;

6^o gestion mixte du marché régional du travail : structuration du marché régional du travail induite par la ratification de la convention n^o 181 de l'Organisation internationale du travail, qui reconnaît aux opérateurs privés le droit d'offrir des services en matière de placement de travailleurs et qui encourage la coopération entre le service public de l'emploi et les agences privées;

7^o entité : unité fonctionnelle investie de fonctions précises, tant au niveau du siège de l'Office qu'au niveau sous-régional ou local, et disposant de moyens d'action et de structures décisionnelles spécifiques au travers de larges délégations de pouvoirs accordées à son responsable;

8^o entité « Régisseur-ensemblier » : entité investie de la fonction d'analyse des besoins du marché régional du travail et de coordination des opérateurs sur le marché régional du travail en vue d'optimiser la réponse à apporter à ces besoins;

9^o entité « Opérateur public de formation » : entité investie de la fonction de mise en œuvre des mesures visant à favoriser l'adaptation de la main-d'œuvre aux besoins du marché de l'emploi, dans une logique de formation tout au long de la vie;

10^o entité « Services communs » : entité investie des fonctions logistiques pour l'ensemble de l'Office, telles que l'approvisionnement, l'administration des ressources humaines, l'administration du budget, de la comptabilité et des finances, la gestion des infrastructures;

11^o dispositif intégré d'insertion : ensemble intégré de services destinés à favoriser l'insertion socioprofessionnelle des particuliers;

12^o partenaire : tout acteur sur le marché régional du travail effectuant des partenariats avec l'Office conformément aux conditions prévues à l'article 7;

13^o service d'intérêt général : activité de services, marchands ou non, considérée d'intérêt général par les autorités publiques et soumise pour cette raison à des obligations spécifiques de service public. »

Art. 4. L'article 2 du même décret est complété par les alinéas suivants :

« Dans le cadre de la gestion mixte du marché régional du travail, les missions exercées par l'Office de même que certains de ses services sont gérés, au sein de trois entités, selon des règles spécifiques à chacune sur le plan fonctionnel et décisionnel, comptable et budgétaire.

Ces règles spécifiques, prises par ou en vertu du présent décret, garantissent l'indépendance d'action et de décision de l'Office dans ses diverses fonctions, assurent la visibilité des coûts de ses diverses interventions sur le marché régional du travail et organisent la collaboration avec ses partenaires potentiels.

L'Office assume ses différentes activités sur le marché régional du travail, en organisant ses services en entités, à savoir l'entité « Régisseur-ensemblier », l'entité « Opérateur public de formation » et l'entité « Services communs ».

Les activités visées aux articles 3 et 4 sont réparties entre les entités « Régisseur-ensemblier » et « Opérateur public de formation », aux termes du volet spécifique de l'accord de gestion journalière visé à l'article 23 du présent décret, dans les limites suivantes :

1^o l'entité « Régisseur-ensemblier » exerce les fonctions de coordination des opérateurs du marché régional du travail dans le cadre de l'insertion professionnelle, de conseil et d'orientation des particuliers et entreprises sur le marché régional du travail, de mise en œuvre de dispositifs publics, d'instruction et de vérification administrative d'octroi d'aides et de subventions, d'octroi et de maintien de droits sociaux ainsi que de gestion et de diffusion de l'information;

2^o l'entité « Opérateur public de formation » exerce les fonctions, en propre ou en partenariat, d'opérateur en matière de développement des compétences du particulier et de l'entreprise, dans une logique de formation tout au long de la vie;

3^o l'entité « Services communs » exerce les fonctions de support logistique pour l'ensemble de l'Office et, à ce titre, pose tous les actes d'exécution des engagements de l'Office, des bureaux exécutifs et des responsables des entités « Régisseur-ensemblier » et « Opérateur public de formation. »

Art. 5. Il est inséré, au chapitre II du même décret, une section première, comprenant l'article 3, rédigée comme suit :

« *Section 1^{re}.* — Activités dans le domaine de la compétence en matière d'emploi exercée par la Région ».

Art. 6. A l'article 3 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Dans le cadre de la gestion mixte du marché régional du travail, l'Office accomplit les services d'intérêt général suivants :

1° la mise en œuvre des politiques en matière d'emploi confiées par le Gouvernement, en ce compris l'exécution des tâches qui lui sont assignées dans le cadre des programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées, et l'intervention dans la rémunération des travailleurs touchés par la reconversion de l'entreprise;

2° l'organisation administrative de l'octroi et du maintien des droits sociaux en exécution des dispositions légales en matière de sécurité sociale;

3° la gestion et la diffusion de l'information et de la connaissance sur le marché régional du travail, afin de contribuer à sa transparence, de favoriser la prise en charge effective des problèmes et enjeux le caractérisant et de remplir les impératifs statistiques;

4° la mobilisation des partenaires potentiels sur le marché régional du travail pour organiser des réponses intégrées aux besoins des particuliers et des entreprises;

5° le conseil et l'appui aux particuliers, entreprises et opérateurs du marché régional du travail;

6° l'intermédiation entre l'offre et la demande d'activité professionnelle, qui comprend, outre la publicité des offres d'emplois, les méthodes les plus appropriées pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises. »

b) Dans le paragraphe 3 ancien devenu paragraphe 2, les mots « à préciser, sur avis du comité de gestion, les modalités d'exécution des services visés au paragraphe 1^{er} ou » sont insérés entre les mots « le Gouvernement wallon est habilité » et les mots « à confier toute autre mission à l'Office ».

c) Dans le paragraphe 4 ancien devenu paragraphe 3, le nombre « 3 » est remplacé par le nombre « 2 ».

Art. 7. Il est inséré, au chapitre II du même décret, une deuxième section, comprenant l'article 4, rédigée comme suit :

« *Section 2.* — Activités dans le domaine de la compétence en matière de recyclage et reconversion professionnels exercée par la Région ».

Art. 8. A l'article 4 du même décret, sont apportées les modifications suivantes.

a) Les paragraphes 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Dans le cadre de la gestion mixte du marché régional du travail, l'Office accomplit les services d'intérêt général suivants :

1° la mise en œuvre des politiques en matière de formation confiées par le Gouvernement;

2° la gestion et la diffusion de l'information et de la connaissance sur le marché régional du travail;

3° les mesures anticipatives et correctives visant à développer les compétences du particulier au regard des besoins du marché régional du travail et, particulièrement, la formation professionnelle qualifiante;

4° l'organisation de la réponse en termes de qualification aux tensions du marché de l'emploi;

5° l'organisation d'actions, en gestion propre, en partenariat ou en conventionnement, de formation professionnelle qualifiante en fonction des besoins des particuliers ou des entreprises et en aménageant l'accès des publics peu qualifiés et chômeurs de longue durée aux dispositifs de formation qualifiante que l'opérateur assure;

6° l'organisation d'actions de formations préqualifiantes en conventionnement;

7° l'adaptation des formations professionnelles qualifiantes aux besoins des particuliers et des entreprises;

8° le déploiement territorial de l'offre de formation professionnelle qualifiante;

9° le développement continu et le déploiement sectoriel des activités de formation professionnelle qualifiante;

10° la labellisation ainsi que la participation aux centres de compétences et, éventuellement, la création de ceux-ci ainsi que la gestion et l'animation du réseau des centres de compétences. »

b) Au paragraphe 3 ancien devenu paragraphe 2, les mots « à préciser, sur avis du comité de gestion, les modalités d'exécution des services visés au paragraphe 1^{er} ou » sont insérés entre les mots « le Gouvernement wallon est habilité » et les mots « à confier toute autre mission à l'Office ».

c) Au paragraphe 4 ancien devenu paragraphe 3, le nombre « 3 » est remplacé par le nombre « 2 ».

Art. 9. Il est inséré, au chapitre II du même décret, une troisième section, comprenant l'article 5, rédigée comme suit :

« *Section 3.* — Principes relatifs à l'exécution des missions vis-à-vis des usagers ».

Art. 10. A l'article 5 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1. Les mots « les travailleurs, en ce compris les demandeurs d'emploi » sont remplacés par les mots « les usagers ».

2. Les alinéas 2, 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« L'Office est soumis aux lois du service public pour toutes ses activités. A ce titre, il veille tout particulièrement à rendre aux usagers un service universel.

Le Gouvernement arrête, sur proposition de l'Office, une Charte de l'utilisateur dans laquelle les principes visés aux alinéas précédents sont mis en œuvre. »

Art. 11. Il est inséré, au chapitre II du même décret, une quatrième section, comprenant l'article 6, rédigée comme suit :

« *Section 4.* — Contrat de gestion ».

Art. 12. Il est inséré, au chapitre II du même décret, une cinquième section, comprenant l'article 7, rédigée comme suit :

« Section 5. — Principes relatifs à l'exécution des missions avec des partenaires ».

Art. 13. A l'article 7 du même décret, il est ajouté un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. Le Gouvernement arrête les autres modalités et procédures selon lesquelles les conventions de partenariat sont conclues. Il peut déroger à l'article 5, alinéa 1^{er}, lorsque les conventions de partenariat concernent des missions menées par l'entité « Opérateur public de formation » en vue de couvrir le remboursement de frais exceptionnels. »

Art. 14. Il est inséré, dans le chapitre III du même décret, une section première, comprenant l'article 8, rédigée comme suit :

« Section 1^{re}. — Dispositions générales ».

Art. 15. L'article 8 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. L'Office est administré par un comité de gestion assisté dans cette fonction, pour chaque entité, par un bureau exécutif, tel que visé aux sections 5 et 6 du présent chapitre. »

Art. 16. Dans le chapitre III, avant l'article 9, la section première devient la section 2.

Art. 17. A l'article 9 du même décret, les modifications suivantes sont apportées.

- a) Au 1^o, les mots « et un vice-président » sont ajoutés après les mots « un président ».
- b) Au 2^o, le chiffre « sept » est remplacé par le chiffre « huit ».
- c) Au 2^o, in fine, la phrase suivante est ajoutée : « Deux tiers au maximum de ces représentants sont du même sexe. »

Art. 18. A l'article 10 du même décret, les modifications suivantes sont apportées.

- a) Dans le liminaire, les mots « et le vice-président » sont ajoutés après les mots « le président », et les mots « Celui-ci doit » sont remplacés par les mots « Ceux-ci doivent ».
- b) Au 1^o de l'alinéa 2, sont ajoutés, *in fine*, les mots « ou ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ».
- c) A l'alinéa 3, les mots « et du vice-président » sont ajoutés après les mots « du président ».
- d) Aux alinéas 5 et 6, les mots « ou le vice-président » sont ajoutés après les mots « le président ».

Art. 19. A l'article 11, alinéa 2, du même décret, sont insérés les mots « ou ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne » entre les mots « doivent être belges » et les mots « et âgés de vingt et un ans au moins ».

Art. 20. Dans le chapitre III, du même décret, avant l'article 12, la section 2 devient la section 3.

Art. 21. A l'article 12, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées.

- a) Au 2^o, il est ajouté, *in fine*, les mots « en ce compris celles qui concernent les aspects d'intégration des missions et de coordination des entités ».
- b) Au 4^o, il est inséré les mots « , de manière commune ou exclusive, » entre les mots « habilité à déléguer » et les mots « une partie de ses pouvoirs ». En outre, les mots « au bureau exécutif » sont remplacés par les mots « aux bureaux exécutifs, en fonction de leur compétence, ».
- c) Au 5^o, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « d'un bureau exécutif ».
- d) Au 6^o, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « des bureaux exécutifs en veillant à leur cohérence ».

e) Il est créé un 7^{o bis}, rédigé comme suit :

« 7^{o bis}. il décide de la répartition budgétaire effectuée au sein d'une même allocation de base; ».

f) Au 11^o, les termes « 30 millions de francs » sont remplacés par les termes « 740.000 euros ».

g) Au 12^o, sont ajoutés, *in fine*, les mots « et peut transiger ».

h) Il est créé un 13^o, rédigé comme suit :

« 13^o il coordonne et contrôle les travaux des trois bureaux exécutifs. »

Art. 22. Dans le chapitre III, du même décret, avant l'article 14, la section 3 devient la section 4.

Art. 23. A l'article 14 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- a) Au 8^o, les mots « au bureau exécutif » sont remplacés par les mots « aux bureaux exécutifs ».
- b) Au 10^o, les mots « le bureau exécutif » sont remplacés par les mots « un bureau exécutif ».
- c) Il est créé un 13^o, rédigé comme suit :
« 13^o les règles et modalités en fonction desquelles le comité de gestion coordonne et contrôle les travaux des bureaux exécutifs; ».
- d) Il est créé un 14^o, rédigé comme suit :
« 14^o les règles destinées à prévenir les conflits de compétence et d'intérêt entre bureaux exécutifs; ».
- e) Il est créé un 15^o, rédigé comme suit :
« 15^o les règles de déontologie visant à prévenir le conflit d'intérêt et à assurer le respect du principe de confidentialité, dans le cadre de l'exercice des mandats. »

Art. 24. A l'article 17, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « Ministre ayant l'Emploi et la Formation dans ses attributions » et les mots « du bureau exécutif » par les mots « des bureaux exécutifs ».

Art. 25. A l'article 18 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) A l'alinéa 1^{er}, les mots « le bureau exécutif visé aux sections 4 et 5 du présent chapitre et le comité d'exploitation tel que visé au chapitre VII » sont remplacés par les mots « et un bureau exécutif visé aux sections 5 et 6 du présent chapitre ».

b) A l'alinéa 2, les mots « le bureau exécutif ou le comité d'exploitation » sont remplacés par les mots « ou un bureau exécutif ». Au même alinéa, *in fine*, les mots « du bureau exécutif ou du comité d'exploitation » sont remplacés par les mots « ou d'un bureau exécutif ».

c) A l'alinéa 3, les mots « du bureau exécutif ou du comité d'exploitation » sont remplacés par les mots « ou d'un bureau exécutif ».

Art. 26. Dans le chapitre III, du même décret, avant l'article 19, la section 4 devient la section 5 et est intitulée « Des bureaux exécutifs ».

Art. 27. A l'article 19 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) Dans le liminaire du paragraphe 1^{er}, les mots « Le bureau exécutif est composé » sont remplacés par les mots « Les bureaux exécutifs sont composés ».

b) Au paragraphe 1^{er}, 1^o, ajouter les mots « et le vice-président » entre les mots « le président » et les mots « du comité de gestion ».

c) Au 2^o du paragraphe 1^{er}, les mots « en son sein » sont supprimés.

d) Le 4^o du paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« 4^o le responsable de l'entité « Régisseur-ensemblier », le responsable de l'entité « Opérateur public de formation », le responsable de l'entité « Services communs », chacun pour ce qui le concerne. »

e) Le paragraphe 1^{er} est complété par les alinéas suivants :

« Deux tiers au maximum des membres visés au 2^o sont du même sexe.

Ceux-ci ne peuvent être liés par contrat de travail ou d'entreprise avec un opérateur. »

f) Au paragraphe 2, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « des bureaux exécutifs ».

g) Au paragraphe 2, *in fine*, le mot « concerné » est ajouté.

h) Au paragraphe 3, les mots « le bureau exécutif désigne parmi les membres du personnel de l'Office » sont remplacés par les mots « les bureaux exécutifs désignent parmi les membres du personnel de chaque entité ».

i) Au paragraphe 4, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « des bureaux exécutifs ».

j) Aux paragraphes 5 et 6, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « d'un bureau exécutif ».

k) Il est créé un paragraphe 7, rédigé comme suit :

« § 7. Le président du comité de gestion dispose du droit de s'opposer à la prise de décision d'un bureau exécutif, lorsqu'il constate qu'il dépasse ses compétences, lorsqu'il constate un conflit de compétences ou d'intérêt entre bureaux exécutifs ou lorsqu'il estime que le contrôle du comité de gestion sur les travaux des bureaux exécutifs doit s'exercer ponctuellement. Le président dispose alors, moyennant motivation en séance, du droit de saisir le comité de gestion. Dans ce cas, ce dernier décide en lieu et place du bureau exécutif concerné. »

Art. 28. Dans le chapitre III, du même décret, avant l'article 20, la section 5 devient la section 6 et est intitulée « Attributions des bureaux exécutifs ».

Art. 29. A l'article 20 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le liminaire, les mots « le bureau exécutif dispose » sont remplacés par les mots « les bureaux exécutifs disposent, chacun pour ce qui les concerne, ».

b) Au 1^o, les mots « il prépare » sont remplacés par les mots « ils préparent ».

c) Les 2^o et 3^o sont abrogés.

d) Dans le 4^o ancien devenu le 2^o, les mots « il prend » sont remplacés par les mots « ils prennent ».

e) Dans le 5^o ancien devenu le 3^o, les mots « il exerce toutes autres tâches qui lui sont spécifiquement déléguées » sont remplacés par les mots « ils exercent toutes autres tâches qui leur sont spécifiquement déléguées ».

f) Le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Les bureaux exécutifs sont habilités, dans les limites et conditions qu'ils déterminent, à déléguer une partie des pouvoirs qui leur sont propres à l'administrateur général. »

Art. 30. A l'article 21 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Dans le liminaire, les mots « Le bureau exécutif propose au comité de gestion son règlement d'ordre intérieur » sont remplacés par les mots « Les bureaux exécutifs proposent au comité de gestion leur règlement d'ordre intérieur ».

b) Aux 1^o, 2^o et 4^o, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « des bureaux exécutifs ».

c) Au 3^o, les mots « le bureau exécutif peut » sont remplacés par les mots « les bureaux exécutifs peuvent ».

d) Aux 5^o et 6^o, le mot « ses » est remplacé par le mot « leurs ».

e) Il est créé un 7^o, rédigé comme suit :

« 7^o les règles destinées à prévenir les conflits de compétences et d'intérêt entre bureaux exécutifs. »

Art. 31. Dans le chapitre III, du même décret, avant l'article 22, la section 6 devient la section 7.

Art. 32. A l'article 23 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) Au paragraphe 1^{er}, les mots « le bureau exécutif » sont remplacés par les mots « un bureau exécutif »;

b) Au paragraphe 1^{er}, les mots « ou commerciale » sont supprimés.

c) Au paragraphe 2, 7^o, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « d'un bureau exécutif ».

d) Au paragraphe 2, un 8° est créé, rédigé comme suit :

« 8° arbitre les conflits de compétences et d'intérêt entre entités. »

e) Le paragraphe 3 est complété par l'alinéa suivant :

« L'accord de gestion journalière contient un volet spécifique opérant la répartition précise des services visés aux articles 3 et 4 entre les entités. »

f) Au paragraphe 4, les mots « du bureau exécutif » sont remplacés par les mots « des bureaux exécutifs ».

g) Au paragraphe 5, les mots « statutaire ou contractuel » sont insérés entre le mot « personnel » et les mots « une partie des pouvoirs ».

Art. 33. Dans le chapitre III, du même décret, après l'article 24, il est créé une section 8 intitulée « Des entités fonctionnelles ».

Art. 34. Il est créé un article 24bis rédigé comme suit :

« Art. 24bis. § 1^{er}. Deux responsables, disposant au minimum d'un grade d'inspecteur général, sont spécialement et exclusivement désignés par le comité de gestion sur proposition de l'administrateur général pour diriger l'un l'entité « Régisseur-ensemblier », l'autre l'entité « Services communs ».

Un responsable, disposant du grade de conseiller technique intersectoriel est spécialement et exclusivement désigné par le comité de gestion sur proposition de l'administrateur général pour diriger l'entité « Opérateur public de formation ».

Dans l'organisation interne des services, ces responsables ne justifient de leur gestion que devant l'administrateur général.

§ 2. Sous réserve de l'application de l'article 23, l'administrateur général délègue à chaque responsable d'entité une partie des pouvoirs qui lui sont attribués par ou en vertu du présent décret, en ce compris son pouvoir de représenter l'Office devant les juridictions judiciaires et administratives.

L'administrateur général délègue aux responsables d'entité des pouvoirs déterminés dans les domaines d'activités correspondant à la spécialité de leurs fonctions, telles qu'identifiées en application de l'article 2, dans un délai de six mois à dater de la conclusion de l'accord de gestion journalière visé à l'article 23, § 3.

L'administrateur général dispose du droit d'évoquer toute décision déléguée.

§ 3. Chaque responsable d'entité est réputé ordonnateur de dépenses pour ce qui concerne les dépenses liées directement aux activités de l'entité qu'il dirige. »

Art. 35. A l'article 25 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

a) L'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Sur la proposition du comité de gestion, le Gouvernement wallon fixe le cadre du personnel de l'Office et les règles générales applicables au personnel sous contrat de travail. »

b) A l'alinéa 2, les mots « à l'article 2, alinéa 2, de l'arrêté royal du 26 septembre 1994 » sont remplacés par les mots « à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 ».

c) A l'alinéa 3, les mots « des tâches s'inscrivant dans le cadre d'activités exercées selon les méthodes commerciales » sont remplacés par les mots « des tâches permettant à l'Office en son entité » Régisseur-ensemblier « d'être un acteur du marché mixte de l'emploi ».

d) A l'alinéa 4, les mots « 26 septembre 1994 » sont remplacés par les mots « 22 décembre 2000 », et les mots « dans les six mois de l'entrée en vigueur du présent décret » sont supprimés.

Art. 36. L'intitulé du chapitre V est modifié de la façon suivante : « Des divisions territoriales, des directions régionales et des autres entités déconcentrées ».

Art. 37. A l'article 26 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« L'Office est organisé en divisions territoriales dépendant directement de l'administrateur général, en directions régionales et en entités déconcentrées. »

2° A l'alinéa 2, le mot « entités » est remplacé par les mots « divisions, directions et entités déconcentrées ».

Art. 38. A l'article 27 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Le paragraphe 1^{er} est complété par l'alinéa suivant :

« Lorsque le Gouvernement confie toute autre activité à l'Office, les implications budgétaires sont traduites en ajustements, après concertation entre le Gouvernement et le comité de gestion portant notamment sur les publics cibles et les objectifs à atteindre. »

2° Un paragraphe 1^{er}bis est créé, rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Les subventions annuelles couvrent distinctement les dépenses courantes et les dépenses de capital, par activités telles que définies aux articles 3 et 4 ainsi que par entités.

La Région wallonne prévoit, dans ses budgets, des subventions de fonctionnement et des subventions patrimoniales par missions, telles que définies aux articles 3 et 4, ainsi que par entités.

Les subventions de fonctionnement comprennent :

- les dépenses liées aux rémunérations du personnel et charges complémentaires;
- les dépenses liées au financement des biens non durables et des services;
- les dépenses liées au financement de prestations sociales pour les demandeurs et les travailleurs;
- les dépenses liées au financement des emprunts hypothécaires et des locations à long terme.

Les subventions patrimoniales comprennent les dépenses liées aux achats de biens d'investissement matériel durable et immatériel. »

3° Au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, les mots « d'une part, » sont insérés entre le mot « exclusivement » et les mots « pour financer ». En outre, les mots « , d'autre part, pour faire face à un retard dans la perception de ses recettes » sont insérés entre les mots « de formation professionnelle et » et les mots « moyennant la garantie de la Région wallonne. »

4° Au paragraphe 3, le dernier alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Pour ce dernier cas, il en communique préalablement le projet au Gouvernement et fournit trimestriellement un état de la situation pendant toute la durée de l'emprunt. »

Art. 39. A l'article 31 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) Dans le liminaire, le mot « trois » est remplacé par le mot « quatre ».

b) Au 3°, les mots « qui ne sont pas rattachées au volet I ou au volet II et qui sont dénommées dépenses communes » sont remplacés par les mots « par missions telles que définies aux articles 3 et 4, ainsi que par entités ».

c) Un 4° est créé, rédigé comme suit :

« 4° le volet IV comporte spécifiquement la subvention octroyée à l'Office pour le fonctionnement des organes consultatifs visés au chapitre VII du présent décret. »

Art. 40. L'intitulé du chapitre VII du même décret est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre VII. — Des organes consultatifs ».

Art. 41. Les articles 32 à 43 du même décret sont remplacés par les dispositions suivantes :

« *Section 1^{re}.* — De la commission consultative du dispositif intégré d'insertion

Art. 32. Il est institué au sein de l'entité « Régisseur-ensemblier » de l'Office, une commission consultative du dispositif intégré d'insertion.

Art. 33. La commission consultative a pour missions d'élaborer des propositions destinées à organiser la coordination du dispositif d'insertion. Ses avis et propositions sont axés sur :

1° les missions et le processus visant à assurer une offre globale et intégrée d'actions d'insertion et de formation répondant aux besoins des usagers du parcours d'insertion, et notamment l'organisation des partenariats;

2° les modalités de positionnement des opérateurs sur les missions qui leur sont dévolues dans le cadre du parcours d'insertion;

3° les critères d'évaluation des missions par catégorie d'opérateurs;

4° les procédures d'orientation et de suivi individuels;

5° les initiatives de recherche et développement relatives à l'insertion du public cible;

6° les modalités quant aux échanges d'informations;

7° les modalités de participation des usagers.

Art. 34. La commission consultative est composée comme suit :

1° le Ministre ayant l'Emploi et la Formation professionnelle dans ses attributions ou son représentant, qui préside cette commission;

2° quatre représentants des organisations représentatives des travailleurs;

3° quatre représentants des organisations représentatives des employeurs;

4° un représentant de l'Association wallonne des régies de quartier;

5° un représentant de l'Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées;

6° un représentant de l'entité « Opérateur public de formation »;

7° un représentant de l'entité « Régisseur-ensemblier » en tant que coordinateur du parcours d'insertion;

8° un représentant de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

9° un représentant de l'Interfédération des organismes de formation et d'insertion;

10° un représentant de l'Union des villes et communes de Wallonie, Fédération des C.P.A.S.;

11° un représentant de l'enseignement de promotion sociale;

12° un représentant des Missions régionales pour l'emploi;

13° un représentant des Centres d'éducation et de formation en alternance.

Deux tiers au maximum des membres visés aux 2° et 3° sont du même sexe. En outre, ces membres doivent être différents de ceux présents au comité de gestion.

Art. 35. Les membres visés aux 2° à 10° de l'article 34 sont nommés, sur proposition des organismes qu'ils représentent, par le Gouvernement.

Art. 36. Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable, par le Gouvernement.

Tout membre quittant la commission est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

La commission consultative se réunit mensuellement. Ses avis sont rendus par consensus. Elle arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

Section 2. — Des comités subrégionaux de l'Emploi et de la Formation

Art. 37. Dans chaque sous-région, un comité subrégional de l'emploi et de la formation, dont le ressort territorial correspond à celui d'une direction régionale, est créé.

Art. 38. Chaque comité subrégional a pour missions d'émettre des avis, recommandations ou propositions sur toutes les matières concernant l'emploi et la formation, notamment à propos de :

1° l'analyse des besoins du marché de l'emploi, en ce compris des besoins en formation effectuée par l'entité « Régisseur-ensemblier »;

2° les propositions et avis élaborés en termes de régulation de l'offre de formation;

3° le plan annuel d'action;

4° l'accompagnement et l'évaluation du dispositif intégré d'insertion;

5° l'offre d'insertion.

A ces fins, le comité maintient en permanence la concertation avec les entreprises de son ressort et l'ensemble des partenaires concernés par l'emploi et la formation, en favorisant leurs rencontres, en coordonnant leurs actions et en encourageant leurs synergies.

Art. 39. Chaque comité subrégional est composé comme suit :

1° un président;

2° huit membres représentant les organisations représentatives des employeurs;

3° huit membres représentant les organisations représentatives des travailleurs;

4° le directeur de la direction régionale du ressort territorial du comité régional;

5° un membre issu d'un organisme de développement économique du ressort territorial du comité subrégional.

Deux tiers au maximum des membres visés aux 2° et 3° sont du même sexe. En outre, ces membres doivent être différents de ceux présents au comité de gestion.

Art. 40. Le Gouvernement nomme le président du comité subrégional qui est majoritairement proposé par les membres représentant les organisations des employeurs et par les membres représentant les organisations des travailleurs.

Les membres visés à l'article 39, 2° et 3°, sont nommés de commun accord par le Gouvernement sur une liste double proposée par ces organisations, chacune pour ce qui la concerne.

Le Gouvernement nomme le membre visé à l'article 39, 5°.

Art. 41. Les membres sont nommés pour une durée de cinq ans, renouvelable. Tout membre quittant le comité subrégional est remplacé dans les trois mois qui suivent. Dans ce cas, le nouveau membre achève le mandat de son prédécesseur.

Art. 42. Chaque comité subrégional crée en son sein une commission consultative dénommée « Commission sous-régionale du dispositif intégré d'insertion ».

Cette commission est chargée des missions énumérées à l'article 38, 4° et 5°. Elle est composée des membres cités à l'article 39 ainsi que des membres représentant les opérateurs du dispositif d'insertion.

Le Gouvernement fixe le nombre et la répartition des membres représentant les opérateurs du dispositif d'insertion.

Art. 43. Le fonctionnement de ces commissions sous-régionales, en ce compris notamment la périodicité des réunions et les modalités selon lesquelles les avis sont rendus, est fixé par un règlement d'ordre intérieur établi par le comité subrégional de l'emploi et de la formation de chaque sous-région et approuvé par le Gouvernement. »

Art. 42. Les articles 44 et 45 du même décret sont abrogés.

Art. 43. A l'article 46 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Les mots « du bureau exécutif, du comité d'exploitation » sont remplacés par les mots « des bureaux exécutifs ».

2° Les mots « et celles prévues à l'article 40, § 5, de même que les tarifs arrêtés par le comité de gestion en application de l'article 5, » sont supprimés.

Art. 44. Le chapitre IX intitulé « Dispositions transitoires relatives à l'exercice de compétences communautaires » et comprenant les articles 47 à 56 est abrogé.

Art. 45. A l'article 58 du même décret, le deuxième alinéa est abrogé.

Art. 46. Il est créé un article 58bis, rédigé comme suit :

« Art. 58bis. Les biens, les droits et obligations, le personnel engagé par les comités subrégionaux de l'emploi et de la formation sont transférés à l'Office, à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement réglant les modalités de transfert.

La cession est opposable aux tiers sans autre formalité dès l'entrée en vigueur du présent décret. »

Art. 47. L'article 59 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 59. Sont dénoncés :

1° l'accord de coopération instituant les comités subrégionaux de l'emploi et de la formation, conclu à Bruxelles le 24 novembre 1989, entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon;

2° l'accord de coopération déterminant les modalités relatives aux subventions, au personnel et au contrôle des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation, ainsi que leur ressort territorial, conclu à Bruxelles le 18 mars 1990 entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif régional wallon;

3° l'accord de coopération déterminant les modalités de subvention des comités subrégionaux de l'emploi et de la formation, conclu à Bruxelles le 27 décembre 1993 entre l'Exécutif de la Communauté française et l'Exécutif de la Région wallonne. »

Art. 48. Dans le même décret, il faut lire « Gouvernement » en lieu et place de « Gouvernement wallon ».

Art. 49. Le Gouvernement détermine la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 13 mars 2003.

Le Ministre-Président

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipeement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

—————
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 444 (2002-2003) n^{os} 1 à 10.

Compte rendu intégral, séance publique du 26 février 2003.

Discussion. — Vote.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2003 — 1218

[2003/200614]

13 MAART 2003. — **Decreet tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi » (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling) (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een gedeelte van een aangelegenheid bedoeld in artikel 127, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de « Office wallon de la formation professionnelle et de l'Emploi », worden de woorden « onverminderd de bepalingen van hoofdstuk IX » geschrapt.

Art. 3. In hetzelfde decreet wordt een artikel *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. *1bis*. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° gebruiker : elke natuurlijke of rechtspersoon die in aanmerking komt voor de diensten van de « Office »;

2° acteur : elke natuurlijke of rechtspersoon die op de gewestelijke arbeidsmarkt tussenkomt en op het grondgebied van het Franse taalgebied gevestigd is;

3° particulier : elke natuurlijke persoon die als gebruiker een beroeps- of inkomensverschaffende activiteit uitoefent of wenst uit te oefenen en die op het grondgebied van het Franse taalgebied verblijft of wenst te verblijven;

4° onderneming : elke natuurlijke of rechtspersoon die als gebruiker een al dan niet winstgevende activiteit zoekt, uitoefent of wenst uit te oefenen op het grondgebied van het Franse taalgebied;

5° operator : elke dienstverstrekker inzake arbeidsbemiddeling, inschakeling en vorming;

6° gemengd beheer van de gewestelijke arbeidsmarkt : structurering van de gewestelijke arbeidsmarkt die voortvloeit uit de bekrachtiging van het verdrag nr 181 van de Internationale Arbeidsorganisatie dat privé operators het recht verleent om diensten aan te bieden inzake arbeidsbemiddeling en dat de samenwerking bevordert tussen de openbare arbeidsbemiddelingsdienst en privé bureaus;

7° entiteit : functionele eenheid die instaat voor welbepaalde functies, zowel op de zetel van de « Office » als op subregionaal of plaatselijk niveau, en die beschikt over actiemiddelen en specifieke besluitvormingsstructuren naar aanleiding van uitgebreide overdrachten van bevoegdheden aan haar verantwoordelijke;

8° entiteit « regisseur-coördinator » : entiteit die instaat voor de analyse van de behoeften van de gewestelijke arbeidsmarkt en voor de coördinatie van de operatoren op die markt ten einde optimaal op de behoeften in te spelen;

9° entiteit « openbare vormingsoperator » : entiteit die instaat voor de uitvoering van de maatregelen ter bevordering van de aanpassing van de arbeidskrachten aan de behoeften van de arbeidsmarkt volgens een logica van levenslange vorming;

10° entiteit « gemeenschappelijke diensten » : entiteit die voor de gezamenlijke « Office » logistieke functies vervult, zoals de bevoorrading, het beheer van de menselijke hulpbronnen, van de begroting, van de boekhouding, de financiën en de infrastructuur;

11° geïntegreerd inschakelingsstelsel : geïntegreerd geheel van diensten ter bevordering van de maatschappelijke integratie van particulieren en van hun inschakeling in het arbeidsproces;

12° partner : elke acteur op de gewestelijke arbeidsmarkt die partnerschappen met de « Office » aangaat overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 7;

13° dienst van algemeen belang : al dan niet commerciële dienstenactiviteit die de overheid van algemeen belang acht en die daarom aan specifieke openbare verplichtingen onderworpen worden. »

Art. 4. Artikel 2 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende leden :

« In het kader van het gemengde beheer van de gewestelijke arbeidsmarkt, worden de door de « Office » vervulde opdrachten alsook sommige van zijn diensten binnen drie entiteiten beheerd volgens specifieke regels inzake werking en besluitvorming, boekhouding en begroting.

Die specifieke regels, genomen bij of krachtens dit decreet, staan er garant voor dat de « Office » in zijn verschillende functies op onafhankelijke wijze handelt en beslist, waarborgen de doorzichtigheid van de kosten van zijn verschillende tussenkomsten op de gewestelijke arbeidsmarkt en organiseren de samenwerking met potentiële partners.

Om zijn verschillende activiteiten op de gewestelijke arbeidsmarkt uit te voeren, organiseert de « Office » zijn diensten in entiteiten, met name de entiteit « regisseur-coördinator », de entiteit « openbare vormingsoperator » en de entiteit « gemeenschappelijke diensten ».

De activiteiten bedoeld in de artikelen 3 en 4 worden verdeeld over de entiteiten « regisseur-coördinator » en « openbare vormingsoperator », overeenkomstig het specifieke luik van de in artikel 23 van dit decreet bedoelde overeenkomst inzake het dagelijks beheer, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

1° de entiteit « regisseur-coördinator » staat in voor de coördinatie van de operatoren op de gewestelijke arbeidsmarkt in het kader van de inschakeling in het arbeidsproces, voor adviesverlening aan particulieren en ondernemingen op de gewestelijke arbeidsmarkt en voor hun begeleiding, voor de tenuitvoerlegging van openbare voorzieningen, voor het onderzoek naar de toekenning van tegemoetkomingen en toelagen en voor de administratieve controle daarop, voor de toekenning en het behoud van sociale rechten, alsook voor het beheer en de verspreiding van de informatie;

2° de entiteit « openbare vormingsoperator » vervult, afzonderlijk of in partnerschap, de functies van operator inzake ontwikkeling van de bevoegdheden van de particulier en van de onderneming, volgens een logica van levenslange vorming;

3° de entiteit « gemeenschappelijke diensten » vervult functies inzake logistieke steun voor de gezamenlijke « Dienst » en verricht als dusdanig alle handelingen i.v.m. de nakoming van de verbintenissen van de « Office », de uitvoering van bureaus en de verantwoordelijken van de entiteiten « regisseur-coördinator » en « openbare vormingsoperator. »

Art. 5. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een eerste afdeling ingevoegd die artikel 3 bevat en als volgt luidt :

« *Afdeling 1.* — Activiteiten betreffende de door het Gewest uitgeoefende bevoegdheid inzake arbeidsbemiddeling ».

Art. 6. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt :

« § 1. In het kader van het gemengde beheer van de gewestelijke arbeidsmarkt vervult de « Office » de volgende opdrachten van openbaar nut :

1° de tenuitvoerlegging van de door de Regering opgedragen beleidsvormen inzake arbeidsbemiddeling, met inbegrip van de opdrachten hem toegewezen in het kader van de programma's voor de wedertewerkstelling van uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of met hen gelijkgestelde personen, en de tegemoetkoming in de bezoldiging van de bij de reconversie van de onderneming betrokken werknemers;

2° de administratieve organisatie van de toekenning en van het behoud van sociale rechten ter uitvoering van de wetsbepalingen inzake sociale zekerheid;

3° het beheer en de verspreiding van informatie en kennis op de gewestelijke arbeidsmarkt om bij te dragen tot de doorzichtigheid ervan, om de efficiënte tenlasteneming van de desbetreffende problemen en inzetten te bevorderen en om aan de statistische imperatieven te voldoen;

4° de mobilisatie van potentiële partners op de gewestelijke arbeidsmarkt om geïntegreerde denkpijlers te organiseren voor de behoeften van particulieren en ondernemingen;

5° advies- en steunverlening aan particulieren, ondernemingen en operatoren op de gewestelijke arbeidsmarkt;

6° de bemiddeling tussen het aanbod en de aanvraag van beroepsactiviteiten die, naast de bekendmaking van werkzaamheden, instaat voor de gepaste methodes om in te spelen op de behoeften van particulieren en ondernemingen. »

b) In de voormalige paragraaf 3, nu paragraaf 2, wordt het zinsdeel « , na advies van het beheerscomité, de modaliteiten bepalen voor de uitvoering van de diensten bedoeld in paragraaf 1 of » ingevoegd tussen de woorden « de Waalse Regering (mag) » en de woorden « elke andere taak opdragen aan de « Office ». »

c) In de voormalige paragraaf 4, nu paragraaf 3, wordt het cijfer « 3 » vervangen door het cijfer « 2 ».

Art. 7. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een tweede afdeling ingevoegd die artikel 4 bevat en als volgt luidt :

« *Afdeling 2.* — Activiteiten betreffende de door het Gewest uitgeoefende bevoegdheid inzake beroepsomscholing en -bijscholing ».

Art. 8. In artikel 4 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) De paragrafen 1 en 2 worden vervangen als volgt :

« § 1. In het kader van het gemengde beheer van de gewestelijke arbeidsmarkt verleent de « Office » de volgende diensten van openbaar nut :

1° de tenuitvoerlegging van de door de Regering opgedragen beleidsvormen inzake arbeidsbemiddeling;

2° het beheer en de verspreiding van informatie en kennis op de gewestelijke arbeidsmarkt;

3° anticiperende en verbeterende maatregelen tot ontwikkeling van de bekwaamheden van particulieren t.a.v. de behoeften van de gewestelijke arbeidsmarkt en, meer bepaald, de kwalificerende beroepsopleiding;

4° de organisatie van kwalificatietrajecten die inspelen op de behoeften van de arbeidsmarkt;

5° de organisatie van acties, in eigen beheer, in partnerschap of d.m.v. overeenkomsten, voor kwalificerende beroepsopleidingen naar gelang van de noden van particulieren of ondernemingen en door laaggeschoolde bevolkingsgroepen en langdurige werklozen toegang te geven tot de door de operator gewaarborgde kwalificerende opleidingssystemen;

6° de organisatie van acties inzake prekwalificerende opleidingen op grond van overeenkomsten;

7° de aanpassing van kwalificerende beroepsopleidingen aan de behoeften van particulieren en ondernemingen;

8° de territoriale uitspreiding van het aanbod aan kwalificerende beroepsopleidingen;

9° de continue ontwikkeling en de sectorale uitspreiding van activiteiten inzake kwalificerende beroepsopleiding;

10° de labelisatie van de kenniscentra, de deelneming eraan en, eventueel, de oprichting ervan, alsook het beheer en de animatie van het netwerk van de kenniscentra. »

b) In de voormalige paragraaf 3, nu paragraaf 2, wordt het zinsdeel « , na advies van het beheerscomité, de modaliteiten bepalen voor de uitvoering van de diensten bedoeld in paragraaf 1 of » ingevoegd tussen de woorden « de Waalse Regering (mag) » en de woorden « elke andere taak opdragen aan de « Office ». »

c) In de voormalige paragraaf 4, nu paragraaf 3, wordt het cijfer « 3 » vervangen door het cijfer « 2 ».

Art. 9. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een derde afdeling ingevoegd die artikel 5 bevat en als volgt luidt :

« *Afdeling 3.* — Principes betreffende de uitvoering van opdrachten t.a.v. de gebruikers. »

Art. 10. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° De woorden « werknemers, werkzoekenden inbegrepen », worden vervangen door het woord « gebruikers ».

2° De leden 2, 3 en 4 worden vervangen als volgt :

« De « Office » valt voor het geheel van zijn activiteiten onder de wetgeving inzake openbare dienst. Als dusdanig ziet hij er vooral op toe de gebruikers een universele dienst te waarborgen.

De Regering legt op voorstel van de « Office » een Handvest van de gebruikers vast waarin alle in de vorige leden bedoelde principes geïmplementeerd worden. »

Art. 11. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een vierde afdeling ingevoegd die artikel 6 bevat en als volgt luidt :

« *Afdeling 4.* — Beheerscontract »

Art. 12. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een vijfde afdeling ingevoegd die artikel 7 bevat en als volgt luidt :

« *Afdeling 5.* — Principes betreffende de uitvoering van opdrachten met partners »

Art. 13. In artikel 7 van hetzelfde decreet wordt een paragraaf 6 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 6. De Regering bepaalt de andere modaliteiten en procedures voor het aangaan van partnerschapsovereenkomsten. Zij kan afwijken van artikel 5, eerste lid, als bovenbedoelde overeenkomsten betrekking hebben op opdrachten uitgevoerd door de entiteit « openbare vormingsoperator » om de terugbetaling van buitengewone kosten te dekken. »

Art. 14. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een eerste afdeling ingevoegd die artikel 8 bevat en als volgt luidt :

« *Afdeling 1.* — Algemene bepalingen »

Art. 15. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 8. De « Office » wordt bestuurd door een beheerscomité, in die functie voor elke entiteit bijgestaan door een uitvoerend bureau, zoals bedoeld in de afdelingen 5 en 6 van dit hoofdstuk. »

Art. 16. In hoofdstuk III, vóór artikel 9, wordt afdeling 1 afdeling 2.

Art. 17. In artikel 9 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 1^o worden de woorden « en een ondervoorzitter » ingevoegd na de woorden « een voorzitter »;

b) in punt 2^o wordt het cijfer « zeven » vervangen door het cijfer « acht »;

c) in punt 2^o, *in fine*, wordt de volgende zin ingevoegd : « Hoogstens twee derden van die vertegenwoordigers zijn van hetzelfde geslacht. »

Art. 18. In artikel 10 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het inleidende deel worden de woorden « en de ondervoorzitter » ingevoegd na de woorden « de voorzitter », en worden de woorden « Hij moet » vervangen door de woorden « Ze moeten »;

b) in punt 1^o van het tweede lid worden de woorden « en van de ondervoorzitter » ingevoegd na de woorden « van de voorzitter »;

c) in het derde lid worden de woorden « en van de ondervoorzitter » ingevoegd na de woorden « van de voorzitter »;

d) in het vijfde en het zesde lid worden de woorden « of de ondervoorzitter » ingevoegd na de woorden « de voorzitter ».

Art. 19. In artikel 11, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « of EU-onderdanen » ingevoegd tussen de woorden « moeten Belg zijn » en de woorden « en ten minste 21 jaar oud zijn ».

Art. 20. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vóór artikel 12, wordt afdeling 2 afdeling 3.

Art. 21. In artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 2^o, *in fine*, worden de woorden « met inbegrip van degene m.b.t. de integratie van de opdrachten en de coördinatie van de entiteiten »;

b) in punt 4^o worden de woorden « op gemeenschappelijke of exclusieve wijze » ingevoegd tussen de woorden « het kan » en de woorden « een deel van zijn bevoegdheden overdragen ». Bovendien worden de woorden « aan het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « aan de uitvoerende bureaus, op grond van hun bevoegdheid, »;

c) in punt 5^o worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van een uitvoerend bureau »;

d) in punt 6^o worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van de uitvoerende bureaus » zonder hun cohesie in gevaar te brengen »;

e) er wordt een punt 7^o*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« 7^o*bis*. Het bepaalt de budgettaire verdeelsleutel binnen eenzelfde basisallocatie; »;

f) in punt 11^o worden het bedrag « 30 miljoen frank » vervangen door het bedrag « 740.000 euro »;

g) in punt 12^o, *in fine*, worden de woorden « en het kan een compromis sluiten » toegevoegd;

h) er wordt een punt 13^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 13^o het coördineert en controleert de werken van de drie uitvoerende bureaus. »

Art. 22. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vóór artikel 14, wordt afdeling 3, afdeling 4.

Art. 23. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 8^o worden de woorden « aan het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « aan de uitvoerende bureaus »;

b) in punt 10^o worden de woorden « het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « een uitvoerend bureau »;

c) er wordt een punt 13^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 13^o de regels en modaliteiten op grond waarvan het beheerscomité de werkzaamheden van de uitvoerende bureaus controleert en coördineert; »;

d) er wordt een punt 14^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 14^o de regels ter voorkoming van bevoegdheids- en belangenconflicten tussen uitvoerende bureaus; »;

e) er wordt een punt 15^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 15^o de deontologische regels om binnen het kader van de uitoefening van de mandaten belangenconflicten te voorkomen en om de naleving van het vertrouwelijkheidsbeginsel te waarborgen. »

Art. 24. In artikel 17, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « Waalse Regering » vervangen door de woorden « Minister van Tewerkstelling en Vorming » en de woorden « van het uitvoerend bureau » door de woorden « van de uitvoerende bureaus ».

Art. 25. In artikel 18 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden « het in de afdelingen 4 en 5 van dit hoofdstuk bedoelde uitvoerend bureau en het exploitatiecomité, zoals bedoeld in hoofdstuk VII » vervangen door de woorden « en een uitvoerend bureau zoals bedoeld in de afdelingen 5 en 6 van dit hoofdstuk »;

b) in het tweede lid worden de woorden « het uitvoerend bureau of het exploitatiecomité » vervangen door de woorden « of een uitvoerend bureau ». In hetzelfde lid, *in fine*, worden de woorden « van het uitvoerend bureau of van het exploitatiecomité » vervangen door de woorden « of van een uitvoerend bureau »;

c) in het derde lid worden de woorden « van het uitvoerend bureau of van het exploitatiecomité » vervangen door de woorden « of van een uitvoerend bureau ».

Art. 26. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vóór artikel 19, wordt afdeling 4, afdeling 5, met « Uitvoerende bureaus » als opschrift.

Art. 27. In artikel 19 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het inleidende deel van paragraaf 1 worden de woorden « Het uitvoerend bureau bestaat uit » vervangen door de woorden « De uitvoerende bureaus bestaan uit »;

b) in paragraaf 1, 1°, worden de woorden « en de ondervoorzitter » ingevoegd tussen de woorden « de voorzitter » en de woorden « van het beheerscomité »;

c) in punt 2° van paragraaf 1 worden de woorden « uit zijn midden » geschrapt;

d) punt 4° van paragraaf 1 wordt gewijzigd als volgt :

« 4° de verantwoordelijke van de entiteit « regisseur-coördinator », de verantwoordelijke van de entiteit « openbare vormingsoperator », de verantwoordelijke van de entiteit « gemeenschappelijke diensten », ieder wat hem betreft. »;

e) paragraaf 1 wordt aangevuld met de volgende leden :

« Hoogstens twee derden van de in punt 2° bedoelde leden zijn van hetzelfde geslacht.

Ze mogen niet aan een operator gebonden worden op grond van een arbeids- of bedrijfsovereenkomst. »;

f) in paragraaf 2 worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van de uitvoerende bureaus »;

g) in paragraaf 2, *in fine*, worden de woorden « het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « het betrokken uitvoerend bureau »;

h) in paragraaf 3 worden de woorden « wijst het uitvoerend bureau onder de personeelsleden van de « Office » vervangen door de woorden « wijst het uitvoerend bureau onder de personeelsleden van elke entiteit »;

i) in paragraaf 4 worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van de uitvoerende bureaus »;

j) in de paragrafen 5 en 6 worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van een uitvoerend bureau »;

k) er wordt een paragraaf 7 ingevoegd, luidend als volgt :

« § 7. De voorzitter van het beheerscomité heeft het recht om zich te verzetten tegen de beslissing van een uitvoerend bureau als hij vaststelt dat bedoeld comité zijn bevoegdheden overschrijdt, dat er een bevoegdheids- of belangenconflict bestaat tussen verschillende uitvoerende bureaus of als hij acht dat de werkzaamheden van de uitvoerende bureaus punctueel moeten gecontroleerd worden door het comité.

De voorzitter heeft dan het recht om de zaak aanhangig te maken bij het beheerscomité nadat tijdens de zitting een met redenen omkleed advies is uitgebracht. In dat geval beslist het comité in de plaats van het betrokken uitvoerend bureau. »

Art. 28. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vóór artikel 20, wordt afdeling 5, afdeling 6, met « Bevoegdheden van de uitvoerende bureaus » als opschrift.

Art. 29. In artikel 20 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het inleidende deel worden de woorden « beschikt het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « beschikken de uitvoerende bureaus, ieder wat hem betreft, »;

b) in punt 1° worden de woorden « het bereidt » vervangen door de woorden « ze bereiden »;

c) De punten 2° en 3° worden opgeheven;

d) in het voormalige punt 4°, nu punt 2°, worden de woorden « het neemt » vervangen door de woorden « ze nemen »;

e) in het voormalige punt 5°, nu punt 3°, worden de woorden « het vervult de andere taken die het beheerscomité hem speciaal opdraagt » vervangen door de woorden « ze vervullen de andere taken die het beheerscomité hem speciaal opdraagt »;

f) het laatste lid wordt gewijzigd als volgt :

« Binnen de perken en onder de voorwaarden die ze bepalen, mogen de uitvoerende bureaus een deel van hun eigen bevoegdheden aan de administrateur-generaal overdragen. »

Art. 30. In artikel 21 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het inleidende deel worden de woorden « Het uitvoerend bureau maakt zijn huishoudelijk reglement over aan het beheerscomité » vervangen door de woorden « De uitvoerende bureaus leggen hun huishoudelijk reglement voor aan het beheerscomité »;

b) in de punten 1°, 2° en 4° worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van de uitvoerende bureaus »;

c) in punt 3° worden de woorden « het uitvoerend comité punctueel een beroep mag doen » vervangen door de woorden « de uitvoerende comités punctueel een beroep mogen doen »;

d) in de punten 5° en 6° wordt het woord « zijn » vervangen door het woord « hun »;

e) er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

« 7° de regels ter voorkoming van bevoegdheids- en belangenconflicten tussen uitvoerende bureaus. »

Art. 31. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, vóór artikel 22, wordt afdeling 6, afdeling 7.

Art. 32. In artikel 23 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1 worden de woorden « het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « een uitvoerend bureau »;

b) in paragraaf 2 worden de woorden « het bestuurs- of handelsbeleid » vervangen door de woorden « het bestuursbeleid »;

c) in paragraaf 2, 7^o, worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van een uitvoerend bureau »;

d) in paragraaf 2 wordt een punt 8^o ingevoegd, luidend als volgt :

« 8^o beslist over bevoegdheids- en belangenconflicten tussen entiteiten. »;

e) paragraaf 3 wordt aangevuld met het volgende lid :

« De overeenkomst voor het dagelijks beheer bevat een specifiek deel betreffende de precieze verdeling van de in de artikelen 3 en 4 bedoelde diensten onder de entiteiten. »;

f) in paragraaf 4 worden de woorden « van het uitvoerend bureau » vervangen door de woorden « van de uitvoerende bureaus »;

g) in paragraaf 5 worden de woorden « statutaire of contractuele » ingevoegd tussen het woord « verschillende » en het woord « personeelsleden ».

Art. 33. In hoofdstuk III van hetzelfde decreet, na artikel 24, wordt een afdeling 8 ingevoegd, met « Functionele entiteiten » als opschrift.

Art. 34. Er wordt een artikel 24 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 24bis. § 1. Twee verantwoordelijken, die minstens de graad van inspecteur-generaal hebben, worden speciaal en uitsluitend door het beheerscomité op de voordracht van de administrateur-generaal aangewezen, de ene om de entiteit « regisseur-coördinator te leiden, de andere de entiteit « Gemeenschappelijke diensten ».

Een verantwoordelijke, die de graad van intersectoraal technisch raadgever heeft, wordt speciaal en uitsluitend door het beheerscomité op de voordracht van de administrateur-generaal aangewezen om de entiteit « Openbare vormingsoperator » te leiden.

Binnen de interne organisatie van de diensten rechtvaardigen die verantwoordelijken hun beheer alleen vóór de administrateur-generaal.

§ 2. Onder voorbehoud van artikel 23, draagt de administrateur-generaal aan elke verantwoordelijke van een entiteit een deel van de bevoegdheden over die hem toegewezen worden bij of krachtens dit decreet, met inbegrip van de bevoegdheid om de « Office » te vertegenwoordigen vóór het administratief of gewoon gerecht.

De administrateur-generaal draagt bepaalde bevoegdheden over aan de verantwoordelijken in activiteitendomeinen i.v.m. hun specifieke functies, zoals bedoeld in artikel 2, binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum waarop de in artikel 23, § 3, bedoelde overeenkomst betreffende het dagelijks beheer is gesloten.

De administrateur-generaal heeft het recht om elke overgedragen opdracht aan zich te trekken.

§ 3. Elke verantwoordelijke wordt geacht ordonnateur te zijn van de uitgaven in rechtstreeks verband met de activiteiten van de door hem bestuurde entiteit. »

Art. 35. In artikel 25 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« Op voorstel van het beheerscomité legt de Waalse Regering de personeelsformatie van de « Office » vast, alsook de regels van toepassing op het personeel dat onder een arbeidsovereenkomst valt. »;

b) in het tweede lid worden de woorden « in artikel 2, tweede lid, van het koninklijk besluit van 26 september 1994 » vervangen door de woorden « in artikel 2, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 22 december 2000 »;

c) in het derde lid worden de woorden « de taken passend in het kader van activiteiten die volgens de handelstechnieken worden uitgeoefend » vervangen door de woorden « de taken waarbij de « Office » d.m.v. zijn entiteit « regisseur-coördinator » kan optreden als acteur op de gemengde arbeidsmarkt »;

d) in het vierde lid wordt de datum « 26 september 1994 » vervangen door de datum « 22 december 2000 » en worden de woorden « binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit decreet » geschrapt.

Art. 36. Het opschrift van hoofdstuk V wordt gewijzigd als volgt : « Territoriale afdelingen, gewestelijke directies en andere gedecentraliseerde entiteiten ».

Art. 37. In artikel 26 van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o het eerste lid wordt gewijzigd als volgt :

« De « Office » wordt onderverdeeld in territoriale afdelingen die rechtstreeks afhangen van de administrateur-generaal, in gewestelijke directies en in gedeconcentreerde entiteiten. »;

2^o in het tweede lid, wordt het woord « entiteiten » vervangen door de woorden « afdelingen, directies en gedecentraliseerde entiteiten ».

Art. 38. In artikel 27 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met het volgende lid :

« Telkens als de Regering een andere activiteit aan de « Office » toevertrouwt, worden budgettaire aanpassingen uitgevoerd, na overleg tussen de Regering en het beheerscomité over o.a. de doelgroepen en de te halen doelstellingen. »;

2° er wordt een paragraaf *1bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« § *1bis*. De jaarlijkse toelagen dekken afzonderlijk de lopende uitgaven en de kapitaaluitgaven, per activiteit, zoals bedoeld in de artikelen 3 en 4, alsook per entiteit.

Het Waalse Gewest voorziet in zijn begrotingen in werkingstoelagen en in patrimoniale toelagen, per activiteit, zoals bepaald in de artikelen 3 en 4, alsook per entiteit.

De werkingstoelagen betreffen :

- de uitgaven i.v.m. de bezoldigingen van het personeel en de bijkomende lasten;
- de uitgaven i.v.m. de financiering van niet-duurzame goederen en diensten;
- de uitgaven i.v.m. de financiering van sociale dienstverstrekingen aan werkzoekenden en werknemers;
- de uitgaven i.v.m. de financiering van hypotheekleningen en verhuringen op lange termijn.

De patrimoniale toelagen betreffen de uitgaven i.v.m. de aankopen van duurzame materiële en immateriële investeringsgoederen. »;

3° in paragraaf 3 wordt het eerste lid gewijzigd als volgt : « Met de waarborg van het Waalse Gewest mag de « Office » leningen uitsluitend aangaan voor de financiering van kapitaalsuitgaven betreffende zijn opdrachten i.v.m. arbeidsbemiddeling en beroepsopleiding enerzijds en om de achterstand in de inning van zijn ontvangsten in te halen anderzijds. »;

4° in paragraaf 3 wordt het laatste lid gewijzigd als volgt :

« In het laatste geval wordt de Regering vooraf in kennis gesteld van het project en wordt tijdens de hele duur van de lening om de drie maanden een stand van zaken overgelegd. »

Art. 39. In artikel 3 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het inleidende deel wordt het woord « drie » vervangen door het woord « vier »;

b) in punt 3° worden de woorden « die noch in luik I noch in luik II opgenomen zijn, met name de gemeenschappelijke uitgaven » vervangen door de woorden « per opdracht, zoals bedoeld in de artikelen 3 en 4, alsook per entiteit »;

c) er wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt :

« 4° luik IV betreft meer bepaald de toelage die aan de « Office » wordt toegekend voor de werking van de adviesorganen bedoeld in hoofdstuk VII van dit decreet. »

Art. 40. Het opschrift van hoofdstuk VII van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

« Hoofdstuk VII. — Adviesorganen ».

Art. 41. De artikelen 32 tot 43 van hetzelfde decreet worden gewijzigd als volgt :

« *Afdeling 1.* — Adviescommissie voor het geïntegreerde inschakelingsstelsel

Art. 32. Er wordt een adviescommissie voor het geïntegreerde inschakelingsstelsel opgericht binnen de entiteit « regisseur-coördinator » van de « Office ».

Art. 33. De adviescommissie wordt belast met het uitwerken van voorstellen tot organisatie van de coördinatie van het inschakelingsstelsel. Haar adviezen en voorstellen hebben betrekking op :

1° de opdrachten en het proces om een globaal en geïntegreerd aanbod aan inschakelings- en vormingsacties te waarborgen die inspelen op de noden van de gebruikers van het inschakelingstraject, meer bepaald de organisatie van partnerschappen;

2° de modaliteiten voor de uitvoering van de opdrachten waarmee de operators belast worden in het kader van het inschakelingstraject;

3° de evaluatiecriteria voor de opdrachten per categorie operators;

4° de initiatieven inzake onderzoek en ontwikkeling betreffende de inschakeling van de doelgroep;

5° de modaliteiten voor informatieuitwisseling;

6° de modaliteiten voor de deelneming van gebruikers.

Art. 34. De adviescommissie is samengesteld als volgt :

1° de Minister van Tewerkstelling en Vorming of diens vertegenwoordiger, die de commissie voorzigt;

2° vier vertegenwoordigers van de representatieve werknemersorganisaties;

3° vier vertegenwoordigers van de representatieve werkgeversorganisaties;

4° één vertegenwoordigers van de « Association wallonne des régies de quartier » (Waalse vereniging van buurtregieën);

5° één vertegenwoordiger van het « Agence wallonne pour l'intégration des personnes handicapées » (Waal Agentschap voor de integratie van gehandicapte personen);

6° één vertegenwoordiger van de entiteit « Openbare vormingsoperator »;

7° één vertegenwoordiger van de entiteit « regisseur-coördinator » als coördinator van het inschakelingstraject;

8° één vertegenwoordiger van het « Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » (Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen);

9° één vertegenwoordiger van de « Interfédération des organismes de formation et d'insertion »;

10° één vertegenwoordiger van de « Union des villes et communes de Wallonie » (Unie van de Waalse steden en gemeenten), Federatie van de O.C.M.W.'s;

11° één vertegenwoordiger van het onderwijs voor sociale promotie;

12° één vertegenwoordiger van de Gewestelijke zendingen voor arbeidsbemiddeling;

13° één vertegenwoordiger van de centra voor alternerende opleiding en onderwijs.

Maximum twee derde van de leden bedoeld onder 2° en 3° zijn van hetzelfde geslacht. Die leden zijn bovendien niet dezelfde als die van het beheerscomité.

Art. 35. De leden bedoeld onder de punten 2° tot 10° van artikel 34 worden door de Regering benoemd op de voordracht van de instellingen die ze vertegenwoordigen.

Art. 36. De leden worden door de Regering benoemd voor een verlengbare duur van vijf jaar. Elk lid dat uit de commissie treedt, wordt vervangen binnen de drie volgende maanden. In dat geval beëindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

De adviescommissie komt maandelijks bijeen. Haar adviezen worden bij consensus uitgebracht. Ze maakt haar huishoudelijk reglement op en legt het ter goedkeuring voor aan de Regering.

Afdeling 2 — Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming

Art. 37. In elke subregio wordt een subregionaal comité opgericht waarvan het territoriale ambtsgebied overeenstemt met dat van een gewestelijke directie.

Art. 38. Elk subregionaal comité heeft als opdracht adviezen uit te brengen alsook aanbevelingen of voorstellen te doen over alle aangelegenheden inzake arbeidsbemiddeling en vorming, o.a. wat betreft :

1° de analyse van de behoeften van de arbeidsmarkt, met inbegrip van de behoeften aan door de entiteit « regisseur-coördinator » gegeven vorming;

2° de voorstellen en adviezen betreffende de regulatie van het vormingsaanbod;

3° het jaarlijkse actieplan;

4° de begeleiding en evaluatie van het geïntegreerde inschakelingsstelsel;

5° het inschakelingsaanbod.

Te dien einde pleegt het comité voortdurend overleg met de ondernemingen van zijn ambtsgebied en met alle partners betrokken bij arbeidsbemiddeling en vorming, door hun bijeenkomsten te bevorderen, hun acties te coördineren en hun synergieën aan te moedigen.

Art. 39. Elk subregionaal comité is samengesteld uit :

1° een voorzitter;

2° acht leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werkgeversorganisaties;

3° acht leden ter vertegenwoordiging van de representatieve werknemersorganisaties;

4° de directeur van de gewestelijke directie van het territoriale ambtsgebied van het regionale comité;

5° een lid uit een instelling voor economische ontwikkeling van het territoriale ambtsgebied van het subregionale comité.

Maximum twee derden van de leden bedoeld onder 2° en 3° zijn van hetzelfde geslacht. Die leden zijn bovendien niet dezelfde als die van het beheerscomité.

Art. 40. De Regering benoemt de voorzitter van het subregionale comité, die bij meerderheid van stemmen wordt voorgedragen door de leden die de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen.

Art. 41. De leden worden benoemd voor een verlengbare duur van vijf jaar. Elk lid dat uit de commissie treedt, wordt vervangen binnen de drie volgende maanden. In dat geval beëindigt het nieuwe lid het mandaat van zijn voorganger.

Art. 42. Er wordt binnen elk subregionaal comité een adviescommissie opgericht, met name de « Subregionale commissie van het geïntegreerde inschakelingsstelsel ».

Die commissie vervult de opdrachten bedoeld in artikel 38, 4° en 5°. Ze is samengesteld uit de leden bedoeld in artikel 39 alsook uit de leden die de operators van het inschakelingsstelsel vertegenwoordigen.

De Regering bepaalt het aantal leden die genoemde operators vertegenwoordigen, alsook hun verdeling.

Art. 43. De werking van de subregionale comités, met inbegrip van o.a. de periodiciteit van de vergaderingen en van de modaliteiten voor het uitbrengen van de adviezen, wordt vastgelegd in een huishoudelijk reglement opgemaakt door het subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming van elke subregio en wordt goedgekeurd door de Regering. »

Art. 42. De artikelen 44 en 45 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

Art. 43. In artikel 46 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden « het uitvoerend bureau en het exploitatiecomité » worden vervangen door de woorden « de uitvoerende bureaus »;

2° de woorden « en de overdrachten bedoeld in artikel 40, § 5, alsook de tarieven die het beheerscomité overeenkomstig artikel 5 bepaald heeft, » worden geschrapt.

Art. 44. Hoofdstuk IX. — « Overgangsbepalingen betreffende de uitoefening van gemeenschappelijke bevoegdheden », dat de artikelen 47 tot 56 bevat, wordt opgeheven.

Art. 45. In artikel 58 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 46. Er wordt een artikel 58bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 58bis. De goederen, rechten en verplichtingen, het personeel in dienst genomen door de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming worden naar de « Office » overgeheveld op de datum van inwerkingtreding van het besluit van de Regering tot regeling van de overdrachtsmodaliteiten.

De overdracht kan zonder verdere formaliteiten aan derden worden tegengeworpen zodra dit decreet in werking treedt. »

Art. 46. Artikel 59 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 59. Opgezegd worden :

1° het samenwerkingsakkoord tot oprichting van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming, op 24 november 1989 te Brussel gesloten door de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve;

2° het samenwerkingsakkoord tot vaststelling van de modaliteiten betreffende de toelagen, het personeel en de controle van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming, alsook hun territoriaal ambtsgebied, op 18 maart 1990 te Brussel gesloten door de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve;

3° het samenwerkingsakkoord tot vaststelling van de modaliteiten voor de subsidiëring van de subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming, op 27 december 1993 te Brussel gesloten door de Franse Gemeenschapsexecutieve en de Waalse Gewestexecutieve. »

Art. 47. In hetzelfde decreet dient « Regering » te worden gelezen in plaats van « Waalse Regering ».

Art. 48. De Regering bepaalt de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 13 maart 2003.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
T. DETIENNE
Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad, 444 (2002-2003) nrs. 1 tot 10.

Volledig verslag, openbare vergadering van 26 februari 2003.

Bespreking. — Stemming.

—————
MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 1219

[2003/200616]

27 MARS 2003. — **Arrêté du Gouvernement wallon fixant la date d'entrée en vigueur du décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi;

Considérant que l'article 49 du décret modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi charge le Gouvernement wallon de fixer la date d'entrée en vigueur de celui-ci;

Sur la proposition de la Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le décret du 13 mars 2003 modifiant le décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi entre en vigueur le 1^{er} avril 2003.